



SERVICE DEPARTEMENTAL  
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU JURA

Envoyé en préfecture le 22/03/2022  
Reçu en préfecture le 22/03/2022  
Affiché le **22 MARS 2022**  
ID : 039-28390017-20220317-C2022\_18-AR

Extrait du Registre des Délibérations  
du Conseil d'Administration  
Séance du 17 mars 2022

Membres en exercice : 22  
Présents : 18  
Procurations : 0  
Nombre de votants : 17  
Votes pour : 17  
Votes contre : 0  
Abstentions : 0  
Date de la convocation :  
01/03/2022

Délibération n° C 2022- 18

Approbation du compte administratif de l'exercice 2021

L'an deux mille vingt-deux, le dix-sept mars, à quatorze heures trente, le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours du JURA s'est réuni, en application des articles L1424-27 et L1424-28 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Clément PERNOT, Président du Conseil Départemental du Jura, Président du Conseil d'Administration.

Etaient présents :

**Membre de plein droit**

Monsieur David PHILOT Préfet du Jura.

**Membres élus à voix délibérative**

Titulaires : Mesdames Danielle BRULEBOIS, Séverine CALINON, Florence GAY, Sandra HÄHLEN, Florence MAUPOIL, Marie-Laure PERRIN, Christine RIOTTE ; Messieurs Sébastien BENOIT-GUYOD, Christian BUCHOT, Jean-François GAILLARD, Christian LAGALICE, Jean-Daniel MAIRE, René MOLIN, Clément PERNOT.

Suppléants : Mesdames Anne-Christine DONZE, Yoanna WANCAUWENBERGHE ; Messieurs Jean-Luc LEGRAND, Pierre POULET.

Excusés : Mesdames Maryvonne CRETIN-MAITENAZ, Christelle MORBOIS, Françoise VESPA ; Messieurs Gérard BONNET, Claude BORCARD, Cyrille BRERO, Jean-François DEMARCHI, Jean-Pascal FICHÈRE, Stéphane LAMBERGER, Laurent PETIT, Christophe MATHEZ.

Secrétaire de séance : Monsieur Jean-Daniel MAIRE.

**Membres de droit à voix consultative**

Madame la Médecin Hors-classe Annabelle CARRON ; Messieurs le Colonel Hors-classe Hervé JACQUIN, le Commandant Philippe HUGUENET ; Monsieur Alain SCHMITT.

**Membres élus à voix consultative**

Madame Nadia WAUQUIER ; Messieurs le Capitaine Vincent DAVIOT, le Lieutenant Benoit GAILLARD, le Sergent-chef Franck TOUILLIER, l'Adjudant-chef Emmanuel VUILLERMOZ.

Assistaient également à cette séance : Madame Valérie MARINESQUE (Adjointe au Chef du Groupement Administratif, Juridique et Financier), Messieurs Jean-Christophe BERGERET (Chef du Groupement Administratif, Juridique et Financier), Laurent GRANGER (Conseiller aux décideurs locaux Secteur Lons-le-Saunier Sud), le Commandant Damien FREDY (Chef du Groupement des Unités Territoriales), le Commandant Philippe MOUREAU (Chef du Groupement des Ressources Techniques), le Commandant Sylvain RICHARD (Chef du Groupement Ressources Humaines et Formation), le Capitaine Frédéric TISSERANT (Chef du Groupement Opérationnel), Jérôme VUILLEMIN (Direction Stratégie Financière du Département). Madame Sandrine TREBOZ (Directrice Générale des Services du Département) était excusée.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 1424-1 à L 1424-76, L 3241-1, R 1424-1 à R 1424-57 ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 décembre 2007 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M 61 des SDIS ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration n° C 2021-09 du 16 mars 2021 relative à l'approbation du Compte de gestion de l'exercice 2020 ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration n°2021-10 du 16 mars 2021 relative à l'approbation du compte administratif de l'exercice 2020 ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration n° C 2021-12 du 16 mars 2021 relative au Budget Primitif de l'exercice 2021;

Vu la délibération du Conseil d'Administration n° C 2021-14 du 3 juin 2021 relative au Budget Supplémentaire de l'exercice 2021 ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration n° C 2021-21 du 13 septembre 2021 relative à la présidence du Conseil d'Administration, composition et élection du Bureau ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration n° C 2021-23 du 13 septembre 2021 relative aux délégations consenties à son Président et à son Bureau ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration n° C 2021-29 du 22 novembre 2021 relative à la Décision Modificative n°2 de l'exercice 2021 et information sur les opérations de dépenses imprévues ;

Vu l'avis de la Commission des Finances du 8 mars 2022 ;

Vu le rapport de présentation ci-après.

---

Conformément aux règles de la comptabilité publique et aux articles L 1612-12, L 3241-1 et L 3312-5 du CGCT, le compte administratif de l'exercice 2021 est soumis à votre approbation.

Il fait apparaître un résultat de 2 419 462,68 € à la clôture de l'exercice. Ce résultat est conforme à celui du compte de gestion de l'exercice 2021, établi par le comptable public et soumis préalablement à l'approbation de notre assemblée.

| Résultats 2020 réalisés :                      | Fonctionnement       | Investissement        | Total                 |
|--|----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Capitalisation (affectation) sur 2020 :        | - €                  | - €                   |                       |
| solde  | 489 773,51 €         | 1 972 047,16 €        | 2 461 820,67 €        |
| <b>Exercice 2021</b>                           |                      |                       |                       |
| Dépenses :                                     | 19 268 309,62 €      | 11 480 487,24 €       | 30 748 796,86 €       |
| Recettes :                                     | 19 152 948,84 €      | 11 553 490,03 €       | 30 706 438,87 €       |
| <b>Résultats</b>                               | <b>-115 360,78 €</b> | <b>73 002,79 €</b>    | <b>-42 357,99 €</b>   |
| <b>Résultats de clôture de l'exercice 2021</b> | <b>374 412,73 €</b>  | <b>2 045 049,95 €</b> | <b>2 419 462,68 €</b> |
|  |                      |                       |                       |
| restes à réaliser 2021                         | Fonctionnement       | Investissement        | Total                 |
| dépenses                                       |                      | -3 828 746,40 €       |                       |
| recettes                                       |                      | 2 300 000,00 €        |                       |
| <b>resultats nets 2021</b>                     | <b>374 412,73 €</b>  | <b>516 303,55 €</b>   | <b>890 716,28 €</b>   |

Il convient de noter les points suivants sur l'exercice 2021 :

- le résultat de fonctionnement s'établit à – 115 361 € (91 735 € en 2020), portant le solde cumulé de la section à 374 413 € (489 774 € en 2020) ;

- le solde de la section d'investissement est de 73 003 € (287 869 € en 2020), pour un résultat comptable de 2 045 050 € constaté à la clôture de l'exercice.

Les résultats de l'exercice 2021 sont plus faibles pour chaque section. La neutralisation des amortissements immobiliers (670 000 €) a été réalisée à 91,81 % de la prévision.

Le report des restes à réaliser, d'un montant de 3 828 746 € en dépenses et 2 300 000 € en recette, génère un résultat net cumulé de 516 304 € pour la section d'investissement et de 890 716 € toutes sections confondues.

L'exercice 2021 est caractérisé par :

- en fonctionnement : une forte augmentation de la section (3,96 % contre 1,42 % en 2020) et des dépenses réelles (4,18 % contre 0,64 % en 2020), essentiellement due au chapitre 012 charges de personnel dont l'exécution a atteint 99,96% ;
- en investissement : un faible taux d'exécution des dépenses réelles (52,63 % contre 66,94 en 2020) qui conduit à des restes à réaliser importants en 2022.

L'activité opérationnelle étant remontée à son niveau des années 2017, 2018 (18 310 interventions contre 17 007 en 2020 ; 22 657 sorties de secours contre 21 115 en 2020) soit un peu plus de 7% d'augmentation, a impacté fortement la section de fonctionnement notamment les indemnités des sapeurs-pompiers volontaires.

Il conviendra comme à l'accoutumée d'être particulièrement vigilant sur les deux sections concernant les prévisions et les exécutions des budgets 2022 et 2023.

## **A. SECTION DE FONCTIONNEMENT**

| Chapitres | Libellé  | Réalisé 2020        | BP+BS+DM<br>2021    | Réalisé 2021        |                | Variation 2021/2020 |              |
|-----------|--|---------------------|---------------------|---------------------|----------------|---------------------|--------------|
|           |  |                     |                     | €                   | %              | €                   | %            |
| 011       | Charges à caractère général                              | 2 894 869 €         | 3 106 850 €         | 2 815 548 €         | 90,62%         | - 79 321 €          | -2,74%       |
| 012       | Charges de personnel                                     | 12 189 602 €        | 12 790 020 €        | 12 784 918 €        | 99,96%         | 595 316 €           | 4,88%        |
| 65        | Autres charges de gestion courante                       | 101 589 €           | 134 540 €           | 129 599 €           | 96,33%         | 28 011 €            | 27,57%       |
| 66        | Charges financières                                      | 154 040 €           | 158 250 €           | 157 387 €           | 99,45%         | 3 347 €             | 2,17%        |
| 67        | Charges exceptionnelles                                  |                     | 80 000 €            | 78 600 €            |                | 78 600 €            |              |
| 68        | Dotation aux amort. et provisions                        |                     | 15 683 €            | 15 431 €            |                | 15 431 €            |              |
| 022       | Dépenses imprévues                                       |                     | 40 440 €            |                     |                |                     |              |
|           | <b>Total dépenses réelles</b>                            | <b>15 340 099 €</b> | <b>16 325 783 €</b> | <b>15 981 483 €</b> | <b>97,89%</b>  | <b>641 384 €</b>    | <b>4,18%</b> |
| 042       | <i>amortissement</i>                                     | 3 117 929 €         | 3 196 352 €         | 3 194 920 €         | 99,96%         | 76 991 €            | 2,47%        |
|           | <i>valeur comptable immo cédée</i>                       | 76 935 €            |                     | 91 907 €            |                | 14 972 €            | 19,46%       |
| 023       | <i>Virement vers la section d'investissement</i>         |                     |                     |                     |                |                     |              |
|           | <b>Total dépenses d'ordre</b>                            | <b>3 194 864 €</b>  | <b>3 196 352 €</b>  | <b>3 286 827 €</b>  | <b>102,83%</b> | <b>91 963 €</b>     | <b>2,88%</b> |
|           | <b>TOTAL G<sup>al</sup> - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>18 534 963 €</b> | <b>19 522 135 €</b> | <b>19 268 310 €</b> | <b>98,70%</b>  | <b>733 347 €</b>    | <b>3,96%</b> |

### **1. Dépenses de fonctionnement**

Les dépenses de l'exercice ont été supérieures de 115 k€ aux recettes, ce qui a diminué d'autant en fin d'exercice le solde cumulé repris dès le BP 2022 pour assurer l'équilibre. Les excédents cumulés sur la section de fonctionnement sont en effet repris par anticipation dès le BP pour contribuer, avec la neutralisation des amortissements immobiliers, à équilibrer la section de fonctionnement. Il n'y a pas eu d'excédent affecté en investissement.

Les dépenses réelles (+4,18 %, + 0,64% au CA 2020) sont de 15 981 k€ et sont inférieures aux recettes réelles (+3,23%, +1,59 % au CA 2020) qui sont de 18 478 k€ (cf infra).

Le pourcentage de réalisation des dépenses réelles de fonctionnement a atteint 97,89 %, soit un niveau supérieur à la moyenne des taux de réalisation constatés ces trois dernières années (97,20%).

## a- Dépenses réelles

### C/011 – Charges à caractère général : 2 815 k€ (-79 k€, soit -2,74 %)

Les charges à caractère général ont diminué en 2021 (-2,74%), +1,81% en 2020. Leur taux de réalisation est en baisse à 90,62%, contre 93,99% en 2020.

Représentant un important poste de dépenses, le budget alloué aux fluides augmente pour s'établir à 768 k€ (+17 k€ soit + 2,23 %). Il se décompose comme suit :

- dépenses en eau et assainissement (17 k€) (26 k€ en 2020) ;
- dépenses en électricité (445 k€) ( 380 k€ en 2020) ;
- dépenses en chauffage urbain (6 k€) (17 k€ en 2020) ;
- dépenses en combustible (24 k€) (41 k€ en 2020) ;
- dépenses en carburant (275 k€) (287 k€ en 2020) ;

Le chauffage s'oriente vers l'électricité dont les tarifs ont augmenté fortement.

- l'achat de fournitures de petit équipement, en augmentation, s'élève à 291 k€ (+67 k€, soit + 29,94 %), répartis ainsi :
  - pièces détachées de véhicules (236 k€) (+56 k€ soit + 31,07%) en raison du retour à l'acquisition de pièces détachées de véhicules stoppée durant le déménagement de l'atelier à MONTMOROT ;
  - petit matériel divers (48 k€),
  - matériel informatique (4 k€)
  - matériel de formation (4 k€) ;
- les dépenses d'habillement s'élèvent à 39 k€ (+3 k€ soit + 8,44%)
- les achats de produits pharmaceutiques sont de 87 k€ (-8 k€ soit -9,09 %) ;
- les achats d'autres matériels et fournitures sont de 76 k€ (-21 k€ soit - 21,93 %), notamment en raison de réaffectation de crédits dans le chapitre ;
- le coût des locations mobilières et immobilières représente 47 k€ (- 41 k€, soit -46,86 %) ce poste budgétaire a diminué à partir du dernier trimestre 2020 avec le déménagement des sapeurs-pompiers de LONS-LE-SAUNIER ;
- la maintenance et l'entretien des biens atteignent 675 k€ (- 31 k€ ; soit -4,46%). Cette diminution est due principalement aux dépenses d'entretien et de maintenance des véhicules qui s'établissent à 134 k€ (- 86 k€, soit -39,14%) en raison de la fin de l'externalisation (liée à la période de déménagement de l'atelier départemental). S'y ajoutent les dépenses de maintenance informatique d'un montant de 282 k€ (+14 k€ ; soit +5,10 %) : téléphonie, disponibilité des SPV sur smartphone, transmissions, module SSSM visites médicales, schéma directeur informatique. Les dépenses de maintenance de matériel technique d'un montant de 92 k€ augmentent + 14 k € ; soit +18,15 %) ; les dépenses d'entretien des bâtiments s'élèvent à 167 k€ (+27 k€ ; soit +19,52%) augmentation essentiellement liée à une opération de maintenance des réseaux de chauffage dans les CIS ;
- les cotisations d'assurance représentent 209 k€ et restent stables (-41 € ; soit -0,02%) ;
- le financement des organismes de formation atteint 92 k€ (- 47 k€, soit – 33,70%) en raison de formations différées;
- les dépenses d'honoraires s'établissent à 50 k€ (-7 k€, soit -12,39%) ;

- les dépenses de déplacements et de fêtes et cérémonies s'élèvent respectivement à 75 k€ (+12 k€ soit +18,37%) et 6 k€ (-3 k€ soit -31,96%) avec un impact moindre de la crise sanitaire par rapport à 2020 ;
- les frais de télécommunication et d'affranchissement s'établissent à 131 k€ (-4 k€, soit -2,84%) ;
- le paiement à des tiers représente 73 k€ (-7 k€, soit -8,69 %). Ce montant se répartit ainsi : remboursement des salaires des SPV aux entreprises conventionnées avec le SDIS pour 59 k€ (-5 k€, soit -0,09 %), remboursement à la commune de ST MAUR d'une partie de loyer du pylône pour 8 k€, interventions limitrophes pour 6 k€ (-187 €, soit -2,88 %) ;
- les dépenses de nettoyage des locaux s'élèvent à 34 k€ (-4 k€ soit - 8,76 %)
- les dépenses diverses représentent 163 k€ (-3 k€ soit -2,10 %)

### **C/012 – Frais de personnel : 12 785 k€ (+ 595 k€, soit + 4,88 %)**

Les dépenses de personnel s'établissent à 12 785 k€ pour un taux de réalisation exceptionnel de 99,96 % (96,49% en 2020). Celles-ci représentent 79,99 % (79,46 % en 2020) des dépenses réelles de fonctionnement, soit un ratio supérieur à la moyenne de ces quatre dernières années (79,62%).

#### ➤ *Personnel rémunéré (SPP - PATS - Contractuels – Stagiaires-apprentis)*

Les dépenses consacrées au personnel rémunéré ont progressé de 190 k€ soit 2,38% (+110 k€ soit + 1,39% en 2020), atteignant 8 179 k€ (63,98 % du chapitre) (65 ,55 % en 2020).

Le glissement vieillesse technicité (GVT), lié principalement à l'ancienneté des agents, génère naturellement une augmentation structurelle des rémunérations du personnel. La réforme des échelons mise en application en 2017 a néanmoins permis d'en limiter les conséquences. S'y ajoutent les effets de la mise en place du RIFSEEP au sein de l'institution. Ce dispositif a mis fin au principe d'augmentation du régime indemnitaire en lien avec l'augmentation d'échelon précédemment en vigueur. Il convient toutefois de préciser qu'un effet seuil arrivera en 2022 compte tenu de la revalorisation quadriennale prévue dans le protocole d'accord concernant l'IFSE (Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise).

La revalorisation de l'indemnité de feu (19% à 25%) intervenue en juillet 2020 est prise en compte pour une première année pleine en 2021 portant les dépenses pour cette indemnité à 599 k€ soit une augmentation de 93 k€.

A l'inverse, la suppression de la part patronale de la sur-cotisation CNRACL pour les sapeurs-pompiers depuis janvier 2021 a permis une économie de 99 k€ par rapport à 2020.

En 2021, l'effet noria (remplacement des départs à la retraite par des agents disposant d'une ancienneté moindre) a engendré quelques économies.

La vacance de poste actuelle du directeur départemental adjoint depuis le mois de septembre 2021 ainsi que le décalage de certains recrutements (durée des procédures de publications et de choix incompressibles) ont induit également des économies.

A l'inverse le recours à plusieurs CDD sur certains postes, pour absorber la charge de travail ponctuelle ou par défaut de candidats actuellement sur les listes d'aptitude (SPP), génère un surcoût.

#### ➤ *Personnel indemnisé (SPV - Anciens)*

Les dépenses liées aux SPV en activité ont représenté 3 602 k€ en 2021 (3 180 k€ en 2020), correspondant à 28,17 % (26,09% en 2020) des dépenses du chapitre ; le montant des indemnités augmente de 422 k€ soit +13,28% (-122 k€ en 2020 soit -3,73%). Il s'agit d'une augmentation sans précédent. Plusieurs facteurs y ont contribué :

- le « rattrapage » des formations et manœuvres (tronc commun, plateau technique et spécialités) retardées par la crise sanitaire en 2020 (90 400 heures en 2021 contre 73 500 en 2020) ;

- l'activité opérationnelle en augmentation (cf supra) ;

- l'allongement des délais d'intervention lié à des transports parfois éloignés du fait de la régulation.

- l'appui des SPP et SPV au fonctionnement des centres de vaccination à la demande du Préfet et de l'ARS.

Les dépenses liées aux prestations « retraite » s'élèvent à 1 003 k€, -17 k€ soit -1,63 % (+ 110 k€, soit 1,39 % en 2020), elles correspondent à 7,83% des dépenses du chapitre, 41 k€ restent engagés. Elles se décomposent en 3 régimes :

- Régime allocations de vétéranse et de fidélité (SPV partis avant janvier 2005) pour 773 k€. Cette enveloppe dédiée à l'allocation de vétéranse a tendance à diminuer chaque année avec la baisse du nombre de bénéficiaires ;
- Allocation fidélité des régimes PFR et NPFR (SPV partis depuis 2005 ayant cumulé plus de 20 ans au 31/12/2004) pour 166 k€. Ceci évolue légèrement chaque année à la hausse en fonction de la révision du taux de l'indemnité SPV et des nouveaux entrants dans le régime ;
- le régime NPFR (SPV partis depuis janvier 2016) et tuilage versés à IMPALA pour un montant de 78 k€. Ce régime concerne tous les nouveaux bénéficiaires, il est donc attendu une augmentation progressive de cette dépense au fil des ans.

#### **c/65 – Autres charges de gestion courante : 130 k€ (+28 k€, soit + 27,57%)**

Ce chapitre augmente du fait de la modification d'imputation des licences informatiques

Les subventions versées à des organismes privés (Union Départementale, Spéléo Secours, Amicale de la Direction, Œuvre des Pupilles) ont représenté un montant de 17 k€, stable.

#### **c/66 – Intérêts des emprunts : 157 k€ (+3 k€, soit +15,38 %)**

Cette augmentation s'explique par la première échéance du prêt du CIS BASSIN LEDONIEN / POLE LOGISTIQUE pour un montant d'intérêt de 58 k€, compensée par une baisse des intérêts courus non échus, (-36 k€) et la fin de l'emprunt du caisson de formation en 2020.

#### **c/67 – Charges exceptionnelles : 79 k€ (0 en 2020)**

Les dépenses de ce chapitre concernent principalement le paiement de l'indemnité liée au protocole transactionnel sur le règlement de la situation du Lieutenant-Colonel BELLINA (78 k€).

#### **c/68 – Dotations aux amortissements et provisions 15 k€ (0 en 2020)**

Constitution, recommandée par les comptables, d'une provision pour des créances douteuses :

- SMUR CHRU BESANCON 2019 et 2020 : 13 k€
- Réquisition judiciaire : 1 k€
- Contentieux Menu Alexandre : 600 €

#### **c/022 -Dépenses imprévues : 20 k€**

Les dépenses imprévues ont été utilisées par virement de crédit :

- au chapitre 67 pour une partie de l'indemnité liée au protocole transactionnel avec le Lieutenant-Colonel BELLINA
- au chapitre 65 pour des remboursements de frais pour une intervention spéléo

### **b- Dépenses d'ordre**

#### **c/042 – Opérations d'ordre : 3 287 k€ (+92 k€, soit +2,88 %)**

Ce chapitre concerne principalement la dotation aux amortissements versée à la section d'investissement pour un montant de 3 197 k€ (3 118 k€ en 2020). L'augmentation s'explique principalement par le début d'amortissement de la dernière des deux années d'acquisition de moniteurs multiparamétriques, amortis sur 5 ans.

## 2. Recettes de fonctionnement

| Chapitres  | Libellé  | Réalisé 2020        | BP+BS+DM<br>2021    | Réalisé 2021        |                | Variation 2021/2020 |               |
|--|--|---------------------|---------------------|---------------------|----------------|---------------------|---------------|
|  |  |                     |                     | €                   | %              | €                   | %             |
| 70   | Produits des services, du domaine et ventes directes | 831 203 €           | 925 900 €           | 983 223 €           | 106,19%        | 152 020 €           | 18,29%        |
| 74   | Contributions et participations                      | 16 890 376 €        | 17 261 819 €        | 17 268 709 €        | 100,04%        | 378 333 €           | 2,24%         |
| 75   | Autres produits de gestion courante                  | 4 220 €             | 4 200 €             | 4 123 €             | 98,16%         | - 97 €              | -2,31%        |
| 013  | Atténuation de charges                               | 38 050 €            | 43 000 €            | 57 370 €            | 133,42%        | 19 320 €            | 50,78%        |
| 77   | Produits exceptionnels                               | 136 671 €           | 65 000 €            | 164 985 €           | 253,82%        | 28 313 €            | 20,72%        |
| 78   | Reprises sur amortissements et provisions            |                     |                     |                     |                | - €                 |               |
| <b>Total recettes réelles</b>                            |  | <b>17 900 520 €</b> | <b>18 299 919 €</b> | <b>18 478 409 €</b> | <b>100,98%</b> | <b>577 889 €</b>    | <b>3,23%</b>  |
| 042  | Neutralisation                                       | 708 116 €           | 729 786 €           | 670 000 €           | 91,81%         | - 38 116 €          | -5,38%        |
|  | Opérations d'ordre entre sections                    | 18 062 €            | 2 656 €             | 4 540 €             |                | - 13 522 €          |               |
| <b>Total recettes d'ordre</b>                            |  | <b>726 178 €</b>    | <b>732 442 €</b>    | <b>674 540 €</b>    | <b>92,09%</b>  | <b>- 51 638 €</b>   | <b>-7,11%</b> |
| 002  | Excédent de fonctionnement reporté                   |                     | 489 774 €           |                     |                | - €                 |               |
| <b>TOTAL G<sup>ad</sup> - RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b> |  | <b>18 626 698 €</b> | <b>19 522 135 €</b> | <b>19 152 949 €</b> | <b>98,11%</b>  | <b>526 251 €</b>    | <b>2,83%</b>  |

Les recettes réelles de fonctionnement, en augmentation de 578 k€ (soit +3,23%), atteignent 18 478 k€. Il y a eu en 2021, comme en 2020, une réalisation de neutralisation des amortissements immobiliers, d'un montant de 670 k€ (708 k€ en 2020) en dessous des crédits votés, recette de fonctionnement et dépense d'investissement.

### a- Recettes réelles

Elles sont en progression (+578 k€ soit 3,23%) et dépassent les prévisions de 0,98 %

**c/70 – Produits des services, du domaine et ventes directes : 983 k€ (+152 k€, soit +18,29%)**

Les prestations payantes s'élèvent à 962 k€ (+267 k€, soit + 38,44%) : les recettes liées aux transports sanitaires ont augmenté de 213 k€ (+42,36%) pour s'établir à 715 k€. Les autres prestations (surveillance plages, pollution...) augmentent de 54 k€ (+ 37,22 %) pour s'élever à 202 k€. La facturation des interventions effectuées sur zones autoroutières reste stable à 46 k€ (-0,17%);

Les autres prestations de services facturées (20 k€), correspondent à la location à un opérateur d'un pylône de transmissions à Saint-Maur, et au remboursement de formation d'un SPP muté dans un autre SDIS.

**c/74 – Contributions et participations : 17 269 k€ (+378 k€, soit +2,24%)**

Représentant 90,16 % des ressources de la section du SDIS (90,68% en 2020), soit 93,45 % des recettes réelles de fonctionnement (94,36 % en 2020), les recettes de ce chapitre comprennent :

- les contributions versées par les Communes (266 k€) et les EPCI (8 716 k€) pour un montant total de 8 982 k€, en augmentation de 133 k€ soit +1,50% ;

- la contribution de 8 030 k€ versée par le Département, en augmentation de 200 k€ (+2,55%) comme en 2020 ;

| CONTRIBUTIONS | 2017                |                | 2018                |                | 2019                |                | 2020                |                | 2021                |                |
|---------------|---------------------|----------------|---------------------|----------------|---------------------|----------------|---------------------|----------------|---------------------|----------------|
|               | €                   | %              | €                   | %              | €                   | %              | €                   | %              | €                   | %              |
| Département   | 7 629 548 €         | 46,30%         | 7 629 548 €         | 46,30%         | 7 629 548 €         | 46,30%         | 7 829 548 €         | 46,94%         | 8 029 548 €         | 47,20%         |
| Communes/EPCI | 8 847 849 €         | 53,70%         | 8 849 373 €         | 53,70%         | 8 849 373 €         | 53,70%         | 8 849 373 €         | 53,06%         | 8 982 114 €         | 52,80%         |
| dont Communes | 1 727 488 €         | 10,48%         | 1 093 277 €         | 6,63%          | 737 333 €           | 4,47%          | 739 009 €           | 4,43%          | 265 930 €           | 1,56%          |
| dont EPCI     | 7 120 361 €         | 43,21%         | 7 756 096 €         | 47,07%         | 8 112 040 €         | 49,23%         | 8 110 364 €         | 48,63%         | 8 716 184 €         | 51,24%         |
| <b>TOTAL</b>  | <b>16 477 397 €</b> | <b>100,00%</b> | <b>16 478 921 €</b> | <b>100,00%</b> | <b>16 478 921 €</b> | <b>100,00%</b> | <b>16 678 921 €</b> | <b>100,00%</b> | <b>17 011 662 €</b> | <b>100,00%</b> |

- la participation de la commune d'AROMAS à l'intégration des sapeurs-pompiers au corps départemental pour 10 k€ ; il en sera de même en 2022 dernière année de participation ;
- la participation des communes au remboursement des emprunts contractés pour la construction des casernes de THERVAY, de MONT-SUR-MONNET, de SAINT-CLAUDE et de VIRY pour 112 k€ (-67 k€ soit -36,82 %) ;
- le remboursement en annuités par le Département, pour sa part de financement, des intérêts versés dans le cadre d'emprunts contractés pour la construction de casernes et de la Direction, pour un montant de 115 k€ (+33 k€ soit+40,62 %) ;
- le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée versé au titre des dépenses d'entretien des bâtiments publics éligibles, s'élève à 13 k€ (- 885 € soit-6,28 %).
- Le versement d'une aide exceptionnelle pour les apprentis pour un montant de 7 k€.

#### **c/75– Autres produits de gestion courante : 4 k€ (-97 €, soit -2,31%)**

Il s'agit de la redevance du CHU de BESANCON pour ANTARES.

#### **c/013 – Atténuations de charges : 57 k€ (+19 k€, soit +50,78 %)**

Les recettes de ce chapitre, variables, se composent des remboursements :

- du supplément familial de traitement par le Fonds National de Compensation (16 k€ selon un système de péréquation avec calcul annuel),
- de congés de paternité (3 k€),
- d'indemnités d'assurance pour accident de travail (38 k€),

#### **c/77 – Produits exceptionnels : 165 k€ (+28 k€, soit +20 ,72 %)**

Le chapitre des produits exceptionnels augmente de 20,72 %pour s'établir à 165 k€ contre 137 k€ en 2020.

Les recettes du chapitre se composent des dommages et intérêts en exécution de jugements, des pénalités de retard des marchés (2 k€), des annulations de mandats sur exercices antérieurs (6 k€), des indemnités de sinistres versées par les assurances (16 k€), ainsi que de la cession de véhicules et matériels (141 k€) qui était de 77 k€ en 2020.

### **b- Recettes d'ordre**

#### **c/042 - Opérations d'ordre entre sections : 675 k€ (-52 k€ soit -7,11%)**

Ce chapitre comprend :

- la neutralisation des amortissements immobiliers, d'un montant de 670 k€ (708 k€ en 2020) soit 91,81 % du montant possible pour 2021 ;



- les travaux en régie d'aménagement de véhicule pour un montant de 3 k€ ;
- les valeurs nettes comptables des immobilisations cédées de 2 k€.

## B – SECTION D'INVESTISSEMENT

### 1. Dépenses d'investissement

| Chapitres   | Libellé                             | Réalisé 2020        | BP+BS+DM 2021       | Réalisé 2021        |               | Variation 2021/2020  |                |
|---|-------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------|----------------------|----------------|
|   |                                     |                     |                     | €                   | %             | €                    | %              |
| 10  | Dotations, fonds divers et réserves |                     | 192 528 €           | 192 528 €           | 100,00%       |                      |                |
| 13  | Subventions d'investissement        |                     |                     |                     |               |                      |                |
| 16  | Emprunts et dettes assimilées       | 481 630 €           | 641 460 €           | 641 455 €           | 100,00%       | 159 826 €            | 33,18%         |
| 20  | Immobilisations incorporelles (sau  | 308 744 €           | 424 467 €           | 204 791 €           | 48,25%        | - 103 953 €          | -33,67%        |
| 204   | Subventions d'équipement versées    |                     | 351 180 €           | 315 720 €           |               | 315 720 €            |                |
| 21  | Immobilisations corporelles         | 1 795 209 €         | 3 044 344 €         | 1 832 969 €         | 60,21%        | 37 760 €             | 2,10%          |
| 23  | Immobilisations en cours            | 4 079 154 €         | 4 394 877 €         | 1 584 971 €         | 36,06%        | - 2 494 183 €        | -61,14%        |
| 020   | Dépenses imprévues                  |                     | 19 000 €            |                     |               |                      |                |
| <b>Total des opérations Réelles</b>                     |                                     | <b>6 664 737 €</b>  | <b>9 067 856 €</b>  | <b>4 772 435 €</b>  | <b>52,63%</b> | <b>- 1 892 302 €</b> | <b>-28,39%</b> |
| 040   | <i>Neutralisation</i>               | 708 116 €           | 729 786 €           | 670 000 €           | 92%           | - 38 116 €           | -5,38%         |
|   | Opérations d'ordre entre sections   | 18 062 €            | 2 656 €             | 4 540 €             | 171%          | - 13 522 €           |                |
| 041   | Opérations Patrimoniales            | 3 100 014 €         | 6 083 139 €         | 6 033 512 €         | 99%           | 2 933 497 €          |                |
| <b>Total des opérations d'ordre</b>                     |                                     | <b>3 826 192 €</b>  | <b>6 815 581 €</b>  | <b>6 708 052 €</b>  | <b>98,42%</b> | <b>2 895 381 €</b>   | <b>75,32%</b>  |
| <b>TOTAL G<sup>al</sup> - DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b> |                                     | <b>10 490 929 €</b> | <b>15 883 437 €</b> | <b>11 480 487 €</b> | <b>72,28%</b> | <b>989 558 €</b>     | <b>9,43%</b>   |

En investissement, les dépenses de l'exercice sont inférieures de 73 k€ aux recettes, sachant qu'il y a eu un montant de 2 573 k€ de restes à réaliser repris au BP 2021.

Le montant des dépenses réelles d'investissement s'établit à 4 772 k€, soit une diminution de 28,39% (-1 892 k€). Elle s'explique par un moindre taux de réalisation (52,63 % sur les dépenses réelles contre 66,94% en 2020). Sur l'ensemble des dépenses d'investissement il est de 72,28 % (76,12 % en 2020).

#### a- Dépenses réelles

#### c)- 10 Dotations, fonds divers et réserves : 193 k€

Avant le passage à la M57 en 2024, sur les recommandations des comptables, il a fallu commencer à apurer l'article 1069 (reprises sur les excédents capitalisés) pour un montant de 593 k€. Cette opération se fera sur 3 années (2021,2022,2023).

#### c/16- Emprunts et dettes assimilées : 641 k€ (+160 k€, soit +33,18%)

Ce chapitre concerne le remboursement, à annuités de capital constant, des différents emprunts en cours. L'augmentation correspond à la première échéance du capital pour le nouvel emprunt pour l'opération à MONTMOROT.

#### c/20- Immobilisations incorporelles : 205 k€ (-104 k€, soit -33,67 %)

Les frais d'étude et d'insertion s'établissent à 64 k€ (- 47,38 % soit -58 k€) les frais de licences informatiques à 141 k€ (-24,69 % soit -46 k€).

### **c/204 – Subventions d'équipement versées: 316 k€ (+ 316 k€)**

Le montant principal de la subvention à la commune des ROUSSES pour le nouveau CIS, a été versée en 2021 pour 191 k€. La subvention d'équipement pour le système d'alerte et de gestion opérationnelle NEXSIS a été versée à l'Agence Nationale de la Sécurité Civile à hauteur de 125 k€ (première moitié).

### **c/21 – Immobilisations corporelles : 1 833 k€ (+38 k€, soit +2,10%)**

il y a des hausses :

- les achats de véhicules pour un montant de 451 k€ (+ 278 k€)
- Les dépenses d'habillement pour un montant de 333 k€ (+99 k€).  
Les deux plans de dotations pluriannuels lancés en 2016 se poursuivent, comprenant :
  - le renouvellement des casques F2 : achat de 87 casques pour un montant de 21 k€
  - la dotation en softs shell : achat de 50 blousons pour un montant de 4 k€
  - des tenues TSI pour femmes pour 92 k€
  - il a été également consacré 12 k€ à l'équipement des JSP ;
- des dépenses liées à la construction ou la rénovation de bâtiments publics d'un montant de 368 k€ (+ 268 k€). Cette augmentation correspond principalement à la réfection de la toiture du CIS de SAINT-CLAUDE (230 k€) ;
- des acquisitions de matériel informatique qui s'élèvent à 102 k€ (+16 k€)

Parallèlement il y a des baisses :

- les dépenses de matériel d'incendie et de secours (hors habillement et SSSM) s'élèvent à 271 k€, (-5 k€) : elles correspondent à l'acquisition de matériel pour les unités spécialisées (cynotechnique, plongée, montagne, UMIC) pour 42 k€, d'un drone pour 9 k€, à des équipements de nouveaux véhicules
- les achats d'autres matériels et outillages techniques s'élèvent à 156 k€ (-164 k€) matériel de transmission (85 k€ , -83 k€), matériel technique pour le CIS BASSIN LEDONIEN (35 k€, -70 k€) et pour le CIS RANCHOT (0 €, -7 k€), pour l'atelier (11 k€ , - 6 k€) pour les infrastructures (1 k€, -9 k€), pour la formation (10 k€), pour la plongée (13 k€, +1 k€) ;
- l'acquisition de matériel médical pour un montant de 69 k€ (-299 k€), cette baisse s'explique par la fin de la dotation des scopes multiparamétriques en 2020.
- les acquisitions de mobiliers et matériels de bureau s'élèvent à 53 k€ (- 83 k€) dont l'essentiel en faveur du CIS du BASSIN LEDONIEN (29 k€), CIS ORCHAMPS (10 k €) ; DIRECTION (13 k€)
- les dépenses liées à l'acquisition de matériel divers représentent de 29 k€ (104 k€) .

### **c/23 – Immobilisations en cours : 1 525 k€ (-2 494 k€, soit -61,14 %)**

Le chapitre s'établit à 1 525 k€. La baisse importante est due principalement à la diminution par rapport à 2020 des dépenses de construction de l'opération du CIS BASSIN LEDONIEN/ POLE LOGISTIQUE (575 k€ en 2021, 1 969 k€ en 2020, 3 743 k€ en 2019) ainsi que de l'opération du CIS RANCHOT JURA NORD (24 k€ en 2021 ,509 k€ en 2020, 181 k€ en 2019). Ceci a été contre balancé par les constructions des CIS PLATEAU DE NOZEROY (421 k€ en 2021, 26 k€ en 2020) et du LIZON (406 k€ en 2021, 26 k€ en 2020).

### **c/020 Dépenses imprévues**

Les dépenses imprévues ont été utilisées par virement de crédit :

- au chapitre 23 pour des travaux d'extension du CIS MOIRANS (1 k€).

## b- Dépenses d'ordre

**c/040 - Opérations d'ordre entre sections : 675 k€ (-52 k€ soit - 7,11%)**

cf. supra section de fonctionnement chapitre 042 recettes

**c/041 - Opérations patrimoniales : 6 034 k€**

Ce chapitre correspond principalement aux opérations de transfert des subventions perçues les années précédentes imputées aux articles 132.. aux articles 131.. pour un montant de 6 013 k€.

## 2. Recettes d'investissement

| Chapitres   | Libellé                                  | Réalisé 2020        | BP+BS+DM 2021       | Réalisé 2021        |                | Variation 2021/2020  |                |
|---|--|---------------------|---------------------|---------------------|----------------|----------------------|----------------|
|   |  |                     |                     | €                   | %              | €                    | %              |
| 10  | Dotations, fonds divers et réserves      | 1 196 422 €         | 1 250 000 €         | 1 250 840 €         | 100,07%        | 54 417 €             | 4,55%          |
| 13  | Subventions d'investissement             | 1 380 912 €         | 978 410 €           | 982 312 €           | 100,40%        | - 398 601 €          | -28,87%        |
| 16  | Emprunts et dettes assimilées            | 1 900 000 €         | 2 343 489 €         |                     | -100,00%       | - 1 900 000 €        |                |
| 21  | Immobilisations corporelles              |                     |                     | 10 884 €            |                |                      |                |
| 23  | Immobilisations en cours                 | 6 586 €             |                     |                     |                | - 6 586 €            |                |
| 024   | Produits des cessions d'immobilisations  |                     | 60 000 €            |                     |                | - €                  |                |
| <b>Total des opérations Réelles</b>                     |  | <b>4 483 920 €</b>  | <b>4 631 899 €</b>  | <b>2 244 035 €</b>  | <b>50,05%</b>  | <b>- 2 239 885 €</b> | <b>-49,95%</b> |
| 040   | Opérations d'ordre entre sections        | 3 194 864 €         | 3 196 352 €         | 3 275 943 €         | 102,49%        | 81 079 €             | 2,54%          |
| 041   | opérations patrimoniales                 | 3 100 014 €         | 6 083 139 €         | 6 033 512 €         | 99,18%         | 2 933 497 €          |                |
| 021   | virement de la section de fonctionnement |                     |                     |                     |                |                      |                |
| <b>Total des opérations d'ordre</b>                     |  | <b>6 294 878 €</b>  | <b>9 279 491 €</b>  | <b>9 309 455 €</b>  | <b>100,32%</b> | <b>3 014 577 €</b>   | <b>47,89%</b>  |
| 001   | excédent d'investissement reporté        |                     | 1 972 047 €         |                     |                |                      |                |
| <b>TOTAL G<sup>al</sup> - RECETTES D'INVESTISSEMENT</b> |  | <b>10 778 799 €</b> | <b>15 883 437 €</b> | <b>11 553 490 €</b> | <b>72,74%</b>  | <b>774 691 €</b>     | <b>7,19%</b>   |

### a- Recettes réelles

Les recettes réelles d'investissement sont en forte diminution (-2 240 k€ soit -49,95 %).

**c/10 – Dotations, fonds divers et réserves : 1 251 k€ (+ 54 k€, soit + 4,55%)**

Ce chapitre se compose du FCTVA versé par l'État en N+1, en augmentation en raison de la hausse des dépenses d'investissement éligibles. Il s'agit de la dernière année à ce niveau.

**c/13 – Subventions d'investissement : 982 k€ (-399 k€, soit -28,87%)**

Ce chapitre correspond aux subventions versées par le Département, les communes et EPCI pour la construction de casernes. Il est de 982 k€ et comprend :

- les remboursements par le Département, pour sa part de 50% du capital des emprunts pour le financement des constructions des casernes de ST-CLAUDE, MONT-SUR-MONNET, VIRY, THERVAY,

CHAMPAGNOLE, DOLE, et BASSIN LEDONIEN pour un montant de 378 k€ et d'une subvention destinée à financer le système d'alerte et de gestion opérationnelle NEXSIS versé à l'Agence Nationale de la Sécurité Civile d'un montant de 125 k€ pour la première moitié ;

- les subventions en capital versées par les communes et quelques EPCI co-financeurs à 50% des constructions de CIS (479 k€) : ARBOIS (6 k€), LE LIZON (259 k€), BASSIN LEDONIEN/ POLE LOGISTIQUE (16 k€), PLATEAU DE NOZERROY (178 k€), RANCHOT JURA NORD (20 k€)

#### **c/16 – Emprunts et dettes assimilés : 0 €**

L'emprunt de 2 300 k€ contracté en 2021 ne sera tiré qu'en janvier 2022. Cette somme fait partie des restes à réaliser 2021.

#### **c/21 – immobilisations corporelles : 11 k€**

Ce chapitre concerne la sortie de l'actif d'un bien vendu au cours de l'année (véhicule).

### **b- Recettes d'ordre**

#### **c/040 - Opérations d'ordre entre sections : 3 276 k€ (+81 k€, soit +2,54%)**

Ce chapitre concerne essentiellement le transfert de la dotation aux amortissements de la section de fonctionnement à la section d'investissement pour la somme de 3 276 k€.

#### **c/041 - Opérations patrimoniales : 6 034 k€**

Cf. supra dépenses d'investissement chapitre 041

**Il nous est demandé de bien vouloir en délibérer et d'approuver le compte administratif de l'exercice 2021.**

---

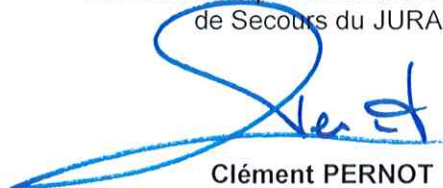
#### **DECISION N° C 2022-18 DU 17 MARS 2022**

**Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, approuve le compte administratif de l'exercice 2021.**

**Les annexes sont jointes à la délibération.**

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
en Préfecture le 22 MARS 2022  
Affiché le 22 MARS 2022  
Publié au RAA du 1<sup>er</sup> trimestre 2022

Le Président du Conseil d'Administration  
du Service Départemental d'Incendie et  
de Secours du JURA,



Clément PERNOT